

LITTORAL AUTOMOBILE DISTRIBUTION

161 AVENUE JEAN PAUL SARTRE

ZAC VILLENEUVE LES SALINES

17000 LA ROCHELLE

FRANCE

Affaire n° : L00725

N° Contrat : **L00725**

Acheteur :

Compte client : C00032

payeur : C00032

Période du 01/06/18 au 30/06/18

Référence	Désignation	Qté	Prix Unit. Net	Montant Net H.T.	Code TVA
LOC.CISCAR.36TACIT	LOCATION CISCAR CLIP ACCESS+KTS N° DE SERIE:9102329-322246931	1.00	238.00	238.00 €	C

CONDITIONS DE REGLEMENT :					
09_PRELEVEMENT		Base HT €	Code	Taux	Montant TVA €
Le	01/06/18	238.00 €	C220	20%	47.60 €
				TOTAL HT €	238.00 €
				TOTAL TVA €	47.60 €
				TOTAL TTC €	285.60 €
				Acompte	0.00 €
Montant	285.60 €	TVA ACQUITTEE SUR LES DEBITS		RESTE A PAYER €	285.60 €
		Une indemnité de 40 € sera due en cas de retard de paiement en application des articles L441-6 et D441-5 du Code du commerce			

CONDITIONS GENERALES DE VENTE (extrait): Aucun retour de fournitures pour quelque raison que ce soit ne doit être fait sans accord préalable de CISCAR à laquelle doit être adressé un courrier d'accompagnement avec photocopie du bon d'expédition. De convention expresse, pour toute contestation, litige ou difficulté seul le Tribunal de Paris est compétent. Sauf conditions particulières nos factures sont payables à 30 jours sans escompte en cas de règlement anticipé. Dans tous les cas, la date de règlement mentionnée sur la facture constitue la limite au de laquelle des pénalités de retard seront appliquées (Loi 92.1442 du 31.12.1992). Les sommes dues porteront intérêt de plein droit, après mise en demeure (sans que le taux puisse être inférieur à trois fois le taux de l'intérêt légal) et sans que cette clause nuise à l'exigibilité de la dette. **CLAUDE DE RESERVE DE PROPRIETE** (Loi n° 12/05/1980) - CISCAR se réserve la propriété des EQUIPEMENTS ou MATERIELS vendus et livrés jusqu'à l'encaissement effectif des titres de paiement couvrant l'intégralité de leur règlement. En cas de non paiement total ou partiel pour quelque cause que ce soit, de convention expresse, CISCAR a la faculté, sans formalité de reprendre matériellement possession de ces EQUIPEMENTS ou MATERIELS aux frais, risques et périls de l'acquéreur.